

Refondation à gauche : le signe de Berlin !

Par **Éric Coquerel**(président du Mars Gauche républicaine) ;**Claude Debons** (ex-coordonateur des collectifs du 29 mai) ;
Christian Picquet (courant UNIR de la LCR) ;**François Labroille** (élu régional IDF Alternative citoyenne)

Les 15 et 16 juin s'est tenu à Berlin le congrès de création de Die Linke (La Gauche), fusion du PDS, issue de la tradition communiste, et de la WASG, fondée par des militants syndicaux et des dissidents du Parti social-démocrate. Auparavant, la nouvelle coalition avait réussi l'épreuve des élections au Parlement fédéral et confirmé son enracinement aux récentes élections de Brême. Jean Luc Mélenchon y faisait référence dans ces colonnes. Cet événement atteste des recherches partout en Europe pour affirmer à gauche une alternative aux politiques, aujourd'hui dominantes, de soumission au libéralisme.

Dans notre pays, la gauche française a perdu trois présidentielles et trois législatives depuis 1986. Le sursaut du second tour des législatives témoigne du fait que la société n'a pas basculé tout entière à droite ; il ne saurait effacer la profondeur et la gravité de l'échec. Il n'est plus possible de différer l'analyse des causes de ces défaites si on veut reconstruire l'espoir.

C'est une droite radicalisée, ayant récupéré l'électorat du Front national, qui a triomphé en 2007. Nicolas Sarkozy a réussi la fusion d'un ultralibéralisme assumé et d'un autoritarisme d'ordre social. Il a su trouver les mots pour répondre, à sa manière, aux angoisses sociales de nombreux citoyens, notamment dans les classes populaires. La dénonciation de son projet ne pouvait suffire à lui faire barrage. La défaite de la gauche n'est pas seulement politique, elle est aussi idéologique et culturelle ! Bien sûr, il y a loin entre le trompe-l'oeil des déclarations de campagne et les politiques concrètes à venir particulièrement brutales. Les contradictions ne manqueront pas d'apparaître, nourrissant luttes et mobilisations. Mais cela ne suffira pas pour que les idéaux d'émancipation portés historiquement par la gauche regagnent l'hégémonie.

La gauche est aujourd'hui à la croisée des chemins. Elle a été défaite parce qu'elle n'a pas su développer un projet transformateur répondant aux aspirations de la société. Dominée depuis plus de vingt-cinq ans par des stratégies d'adaptation, alors que les résistances à l'ordre dominant ne seront jamais parvenues à se transformer en une alternative politique crédible et mobilisatrice, la gauche doit repenser les conditions de l'émancipation humaine dans le capitalisme d'aujourd'hui. C'est une refondation qui est nécessaire. L'enjeu majeur est l'ambition que doit porter cette refondation.

La campagne de Ségolène Royal s'est nourrie de multiples références à Tony Blair, avec le « goût du risque », « l'esprit d'entreprendre », le refus de « l'assistanat », « la réconciliation avec le profit », jusqu'au discours sécuritaire et identitaire. Elle accentuait ainsi l'adaptation sociale-libérale engagée depuis 1983. Désormais, sous couvert de « refondation », le Parti socialiste va-t-il s'inscrire définitivement dans la gauche d'adaptation à l'image de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Italie ? Dans tous les pays où cette orientation a été mise en oeuvre, la gauche a renié ses références et ses valeurs pour se confondre avec un centre-gauche impuissant à transformer l'ordre dominant et à répondre aux attentes sociales. Partout, elle a ainsi démobilisé les catégories populaires. Pourquoi ce social-libéralisme, toujours plus libéral et de moins en moins social, serait-il la nouvelle boussole de gauche de tout un continent et l'horizon obligé de la vie politique française ? Pourquoi faudrait-il se résigner à l'alternance stérile de l'ultralibéralisme et du social-libéralisme ? Pourquoi la transformation sociale ne redeviendrait-elle pas l'axe autour duquel se rassemble une majorité à gauche et, au-delà, une majorité dans le pays ? Une nouvelle époque, de nouvelles ambitions. À droite, la victoire de Sarkozy signe la fin de ce qui restait de l'héritage gaulliste. Au Parti socialiste, la montée en puissance de Ségolène Royal marque la fin du cycle d'Épinay, celui de l'Union de la gauche. Une période de l'histoire politique de notre pays s'achève. Ces dernières années, nous avons connu les fortes expériences des mobilisations sociales et du « rassemblement antilibéral ». Nous avons connu aussi l'impuissance découlant de la division de la gauche de transformation. Il faut tirer les leçons de ces expériences, mais il ne suffira pas de les prolonger, à partir des cadres pré existants, pour relever le défi. Il ne suffira pas de juxtaposer les fragments de « la gauche de la gauche ». À un moment où le Parti socialiste risque d'aller jusqu'au bout de son adaptation au libéralisme, l'objectif doit être de faire converger la gauche de transformation pour qu'aux propositions de recentrage social-libéral elle oppose une autre refondation - à ambition majoritaire - en s'adressant à toute la gauche, y compris bien sûr aux électeurs ou militants socialistes qui n'approuvent pas ce renoncement à toute ambition véritablement transformatrice.

La question ne concerne pas que la gauche politique, mais aussi la gauche sociale, syndicale, associative, culturelle, intellectuelle, etc., qui sait que les aspirations et les luttes auront d'autant plus de forces qu'elles s'appuieront sur un projet transformateur radical et crédible. Alors que les frontières bougent sur l'ensemble de l'échiquier politique, il devient essentiel de se fixer pour horizon une nouvelle force politique, respectueuse de l'autonomie des identités de chacun, mais apte à rassembler une gauche enfin fière d'elle-même.

Aucune composante de la gauche de transformation ne peut prétendre mener à bien seule un tel projet. L'essentiel est d'enclencher ensemble un processus de convergence de toutes les énergies qui se réclament de cette ambition. Créons partout, à cette fin, des espaces pluralistes de débat, de réflexion et d'initiatives pour nouer le dialogue. Forts de notre diversité, engageons ensemble un processus dont l'aboutissement pourrait être, à moyen terme, des « états généraux » pour une gauche enfin à gauche.

Cofondateurs (avec d'autres) de www.maintenantaugauche.org

Article paru dans l'édition du 27 juin 2007.